



IIDD

RAPPORT ANNUEL
1995 - 1996

Promouvoir le développement durable
auprès des décideurs

Table des matières

Message du président du Conseil	1
Membres du Conseil d'administration	1
Rapport du président-directeur général	2
Des partenariats efficaces partout dans le monde	3
Créer des options pour le changement	4
L'information sur la durabilité	5
Pour un commerce équitable	7
Des budgets verts et des entreprises vertes	9
Les étalons de mesure de la durabilité	10
Les moyens de subsistance – la clé de l'adaptation communautaire	11
Les Prairies en transition	13
Rapport de l'IIDD sur le développement durable	14
Rapport financier	16

L'IIDD est un organisme sans but lucratif dont le siège est à Winnipeg, au Manitoba (Canada). Il est géré par un conseil international indépendant. Il est inscrit à titre d'organisme de charité au Canada et possède le statut 501(c)(3) aux États-Unis.

Le développement durable, c'est intégrer l'intégrité de l'environnement, l'efficacité économique et le bien-être des gens.

Logotype de l'IIDD

Le logotype de l'IIDD correspond à l'interprétation visuelle du développement durable par l'artiste montréalais Stéphane Daigle. Le thème circulaire représente la planète Terre et les limites de la biosphère. Les formes à l'intérieur du cercle renvoient à l'interdépendance du développement humain et de l'écologie sur notre petite planète. Les yeux symbolisent notre conscience collective. Les arbres représentent les systèmes naturels qui soutiennent la vie sur Terre. Le fond bleu et les lignes courbes symbolisent l'air et l'eau. Les triangles jaunes rappellent les points d'énergie du soleil. Au centre du dessin, des mains ouvertes représentent le partage des ressources, de l'information et des connaissances – le cœur du principe de justesse et d'équité du développement durable.

Commercialisation et levées de fonds

En 1995, nous avons amorcé un changement, petit mais significatif, dans nos efforts pour diversifier notre base de financement et pour commercialiser nos idées, nos produits et nos services. Nous avons décidé de renforcer notre identité en mettant en vedette le logo de l'IIDD – notre «cercle cosmique» coloré et envoûtant. Le logo ainsi que le mot-symbole en français et en anglais apparaissent désormais sur un nouvel ensemble de brochures générales et de programmes, de trousseaux de presse et autres outils de communication. Nous espérons que les gens aimeront notre nouvelle image autant que nous l'aimons nous-mêmes.



Imprimé sur du papier
contenant des matières recyclées

Message du président du Conseil

Il est important d'évaluer le chemin parcouru à mesure que nous approchons de 1997 et du 5^e anniversaire du Sommet de la Terre, où les dirigeants du monde entier avaient accepté de chercher de nouveaux modèles de développement respectueux de la Terre et de ses habitants.

Il y a de forts vents de changement. Il fallait s'y attendre. La formule actuelle de l'ONU est en état de siège : l'aide au développement est en crise et le «scénario du statu quo» – sans égards pour l'environnement et les questions sociales – continue d'être un échec. Des changements *sont* nécessaires pour faire face aux nouveaux enjeux. Les réformes pénibles que l'on vit dans les institutions et au sein des idéologies font partie d'un tel virage.

Du côté positif, nous assistons aujourd'hui à un consensus très large autour du concept de la durabilité comme clé de notre avenir collectif sur la petite planète que nous habitons. Tout le monde parle de durabilité. Pas seulement dans les organismes de développement, mais aussi dans les entreprises, au sein des gouvernements et des organisations non gouvernementales et chez les citoyens ordinaires. Il y a une remarquable convergence de pensée entre les secteurs. Des personnes, représentant des intérêts autrefois irréconciliables, comme les industriels et les écologistes, collaborent de plus en plus afin de combler le fossé qui les sépare. La demande ne cesse de croître pour des services comme ceux offerts par l'IIDD.

Malgré l'accueil initial dont a bénéficié l'impératif de durabilité dans le monde entier, il faut reconnaître, en toute humilité, que nous avons enregistré des reculs sur plusieurs fronts depuis les grands jours de Rio. Le changement climatique et la biodiversité ne sont que deux des nombreux secteurs pour lesquels les gouvernements ont fait marche arrière par rapport aux modestes engagements pris par leurs dirigeants au Sommet de la Terre. Le message est clair : malgré un engagement certain en faveur du nouveau paradigme de la durabilité, il nous faut redoubler d'effort.

L'IIDD est plus solide que jamais. La vaste reconnaissance de son mandat a en effet forcé l'Institut à consolider ses travaux, à entreprendre de nouveaux projets, à trouver de nouvelles façons de financer ses activités et à devenir beaucoup moins dépendant des gouvernements et autres bailleurs de fonds publics. L'année qui se termine a vu naître un important changement au sein du Conseil étant donné que plusieurs des membres fondateurs ont terminé leur mandat. Nous tenons à exprimer notre plus vive gratitude à Pierre Marc Johnson, Shimwaayi Muntemba et David Strangway pour leur leadership et leur dévouement. Dian Cohen, Clay Gilson, Mohamed Sahnoun, Emil Salim, Gloria Knight et un de nos conseillers, Robert Sopuck, nous quitteront bientôt. Le premier Conseil d'administration de l'IIDD a su inculquer le sens du travail d'équipe et du respect. J'aimerais profiter de l'occasion pour exprimer ma profonde reconnaissance à tous et à toutes. Notre stabilité et notre succès comme institut sont la conséquence directe de leur vision. Nous accueillerons les nouveaux membres du Conseil d'administration au début de l'été 1996.



James MacNeill
Président du Conseil

Membres du Conseil d'administration

Jim MacNeill Président du Conseil	Canada
Arthur J. Hanson Président-directeur général	Canada
Edward S. Ayensu	Ghana
Laurens Jan Brinkhorst	Pays-Bas
Dian Cohen	Canada
Clay Gilson, Vice-président	Canada
David Johnston	Canada
Aban Marker Kabraji	Pakistan
Gloria Knight	Jamaïque
Ingrid Munro	Suède
Mohamed Sahnoun	Algérie
Emil Salim	Indonésie
Maurice Strong	Canada

Conseillers

John A. Fraser, Ambassadeur de l'environnement
Mel Cappe, Environnement Canada
Robert Sopuck, Province du Manitoba
Donald Leitch, Province du Manitoba
Huguette Labelle, ACDI
Keith Bezanson, CRDI

Amis de l'Institut

Madame Gro Harlem Brundtland, première ministre de Norvège et ancienne présidente de la Commission mondiale de l'environnement et du développement

Professeur José Goldemberg, ancien ministre de l'Éducation et secrétaire à l'Environnement, Gouvernement fédéral du Brésil

Sir Shridath Ramphal, président, Commission on Global Governance

Rapport du président-directeur général

*Couverture par le Bulletin des négociations de la terre
New York, 39^e Session de la Commission sur le statut de
la femme, 15 mars - 7 avril 1995*

*New York, Quatrième Session consacrée aux travaux de
fond de la Conférence des Nations Unies sur les stocks
chevauchants et les stocks de poissons grands
migrateurs, 27 mars - 12 avril 1995*

*Berlin, Première Conférence des parties à la Convention-
cadre sur le changement climatique,
28 mars - 7 avril 1995*

*New York, Troisième Session du Conseil des Nations
Unies sur le développement durable, 11 - 28 avril 1995*

*Nairobi, Com. prép. II pour la Deuxième Conférence des
Nations Unies sur les établissements humains,
24 avril - 5 mai 1995*

*New York, Cinquième Session consacrée aux travaux de
fond de la Conférence des Nations Unies sur les stocks
chevauchants et les stocks de poissons grands
migrateurs, 24 juillet - 4 août 1995*

*Nairobi, Septième Session de CIND pour la Convention
sur la lutte contre la désertification, 7 - 17 août 1995*

*Genève, Première Réunion des Organismes affiliés
participant à la Convention-cadre des Nations Unies
sur le changement climatique, 28 août - 1^{er} septembre
1995*

*Beijing, Quatrième Conférence mondiale sur les femmes,
4 - 15 septembre 1995*

*New York, Première Session du Groupe d'experts
intergouvernemental du CDD sur les forêts,
11 - 15 septembre 1995*

*Genève, Deuxième Session du Groupe spécial sur le
mandat de Berlin, 30 octobre - 3 novembre 1995*

*Jakarta, Deuxième Réunion de la Conférence des parties
à la Convention sur la diversité biologique,
6 - 17 novembre 1995*

*New York, Assemblée générale de l'ONU,
novembre/décembre 1995*

*Genève, Huitième Session de l'INC pour la Convention
sur la lutte contre la désertification, 5 - 15 février 1996*

*New York, Com. prép. I II de la Deuxième Conférence des
Nations Unies sur les établissements humains,
5 - 16 février 1996*

*New York, Groupe de travail spécial et sans limite de
durée du CDD sur les questions sectorielles,
26 février - 1^{er} mars 1996*

*Genève, Deuxième Réunion des organismes affiliés
participant à la Convention-cadre des Nations Unies
sur le changement climatique, 27 février - 4 mars 1996*

*Genève, Deuxième Réunion du Groupe d'experts
intergouvernemental du CDD sur les forêts,
11 - 22 mars 1996*

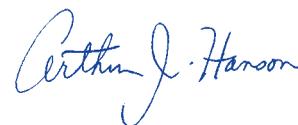
Toutes les sociétés traversent actuellement une période de rajustement et aucun organisme ne peut se permettre de s'asseoir sur ses lauriers ou se contenter du statu quo. Il s'agit d'une époque où il faut créer des liens de travail très efficaces et complémentaires entre les organismes. L'IIDD a adopté une telle approche en élaborant plusieurs projets nouveaux et très excitants, décrits plus loin dans ces pages. Nous sommes heureux d'être un centre collaborateur du PNUÉ et de continuer à renforcer nos liens avec le Conseil de la Terre en accueillant sa filiale canadienne.

Nous poursuivons nos efforts afin d'être un Institut plus «virtuel» grâce aux communications électroniques et à des affiliations individuelles en divers endroits. Les progrès de l'IIDD en termes d'édition électronique et d'utilisation de l'Internet coïncident avec la montée phénoménale de l'intérêt pour nos approches. Nous avons lancé deux autres revues électroniques (*/linkages/journal/* et *Developing Ideas Digest*) et nous continuons d'améliorer notre base d'utilisateurs du *Bulletins des négociations de la terre* et de *IISDnet*.

À l'interne, notre programme de transition est sur la bonne voie. En novembre 1995, le Conseil a approuvé un document de stratégie portant sur des plans de trois ans pour cinq programmes : Commerce et développement durable; Adaptation communautaire et moyens de subsistance durables; Les Grandes Plaines; Mesures et indicateurs; et Information et communications. De plus, nous sommes en train de planifier une seconde phase pour le programme Stratégies commerciales et développement durable ainsi qu'un nouveau programme intitulé Sécurité commune. Nos programmes visent des résultats concrets et, de manière générale, ils sont conçus pour réunir des points de vue provenant tant des régions et des pays à revenu élevé que de ceux à faible revenu.

Notre sixième année d'existence marque le début d'un lien de financement renouvelé entre les trois principaux donateurs originaux (subvention de fonctionnement) et l'IIDD. Nous sommes très heureux de pouvoir bénéficier d'accords de financement continus jusqu'au tournant du siècle. Le gouvernement du Manitoba a engagé un montant de 6,875 millions de dollars sur six ans au titre d'une subvention de contrepartie qui offre un dollar pour chaque tranche de trois dollars que nous recueillons. Au cours de l'exercice 1995-1996, les recettes de l'Institut provenant de sources autres que de base ont représenté 43 % de nos dépenses. Nous nous attendons à ce qu'un tel chiffre augmente à mesure que d'autres organismes contribueront à notre travail. En 1995-1996, nous avons bénéficié du soutien de 60 sources différentes (voir couverture arrière intérieure).

Notre apport au développement durable continue de porter principalement sur les principes, les outils de politique et l'information nécessaires pour que les choses se fassent. Mais nous mettons de plus en plus d'efforts sur les nouvelles approches relatives aux mesures et aux indicateurs de progrès. Il est essentiel de démontrer la valeur de l'investissement dans la durabilité. Particulièrement en cette époque de changements profonds et d'intérêts concurrents au niveau international.



Arthur J. Hanson
Président-directeur général

Des partenariats efficaces partout dans le monde



L'IIDD est un centre collaborateur du PNUE pour l'évaluation internationale de l'environnement, la préparation de rapports et les prévisions.

■ indique une mention dans le BNT

Winnipeg, Canada, siège social; partenaires – Province du Manitoba, Ville de Winnipeg (CentrePlan), universités du Manitoba et de Winnipeg, Manitoba Rural Adaptation Coordinating Council, Conseil canadien des ministres de l'Environnement, Centre canadien pour l'avancement des technologies environnementales (CECATE) – Ouest, Chambre de commerce de Winnipeg, Société des jeux Panaméricains (Winnipeg 1999)

New York, É.-U., bureau de *Linkages* et du *Bulletin des négociations de la terre*, liaison avec l'ONU (PNUD, PNUE, Habitat, CDD)

Ottawa, Canada, bureau du Programme sur le commerce et du président du Conseil; partenaires – Centre de recherches pour le développement international, Centre de droit et politique commerciale, Institut Nord-Sud, Association des collèges communautaires du Canada, Projet de société, ACDI, Environnement Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada, Industrie Canada, CANARIE Inc., Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Région des Grandes Plaines, Canada et É.-U., partenaires – Northwest Area Foundation, Bureau du procureur général du Minnesota, Corridor commercial de la rivière Rouge, Winnipeg 2000, Minnesota Environmental Quality Board, International Drought Information Center (Université du Nebraska), Administration du rétablissement agricole des Prairies, Agriculture et Agro-alimentaire Canada, Environnement Canada, Agriculture Manitoba, Keystone Agricultural Producers

Toronto, Canada, bureau de l'Institut canadien du Conseil de la Terre

Vancouver, Canada, partenaires – Université de Colombie-Britannique, Centre de recherches sur le développement durable

Washington, DC, É.-U., partenaires – Academy for Educational Development (Académie pour le développement pédagogique), World Resources Institute (Institut mondial des ressources), Fonds mondial pour la nature (États-Unis), Centre for International Environmental Law (Centre international du droit de l'environnement)

New Haven, CT, É.-U., partenaire – Global Environmental and Trade Study (Étude mondiale sur l'environnement et le commerce)

Londres, Angleterre, partenaires – International Institute for Environment and Development (Institut international de l'environnement et du développement), Foundation for International Environmental Law and Development (Fondation pour le développement international et le droit de l'environnement)

Genève, Suisse, Centre de ressources des ONG pour le commerce et le développement durable; partenaires – UICN, Coalition suisse des organismes de développement, Fundación Futuro Latinoamericano (Équateur), Consumers Unity and Trust (Inde)

Vienne, Autriche, partenaires – SUSTAIN, Université de Vienne et Université technique de Graz

San Jose, Costa Rica, partenaire – Conseil de la Terre (projets avec le Forum économique mondial et l'Association internationale des universités)

Mexico, Mexique, partenaire – PNUE

Budapest, Hongrie, en collaboration avec le Centre environnemental régional et l'Académie des sciences de Hongrie

Norvège, en collaboration avec le gouvernement de Norvège

Afrique du Sud, partenaires – Wits Rural Facility, Université de Witwatersrand

Kenya, partenaires – PNUE, KENGO – Kenya Energy and Environment Organization (Organisme kényan de l'énergie et de l'environnement)

Burkina Faso, partenaire – GREFCO – Groupe de recherches de formation et de conseils)

Éthiopie, partenaire – LEM – The Environment and Development Society of Ethiopia (Société pour l'environnement et le développement de l'Éthiopie)

Zimbabwe, partenaire – ENDA – Environment and Development Activities (Activités environnementales et de développement)

Chine, partenaire – Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement

Irkutsk, Russie, partenaire – Le conseil canadien des ministres de l'environnement

Équateur, partenaire – Fundación Futuro Latinoamericano

Créer des options pour le changement

Convoquer des rassemblements mondiaux

Une des façons les plus importantes par lesquelles l'IIDD influence sur les décisions est son «pouvoir de convocation», c'est-à-dire sa capacité de réunir des gens provenant d'horizons, de domaines, de secteurs et de cultures très différents, afin de partager des idées et des expériences pertinentes aux questions du développement durable. Le groupe que nous avons réuni pour élaborer les Principes de Winnipeg sur le commerce et la série de réunions qui ont eu lieu au cours des deux dernières années sur la région des Grandes Plaines en sont la preuve.

Récemment, on nous a demandé d'agir à titre de coordonnateur de deux consultations très importantes : une pour la Commission mondiale des forêts et l'autre en préparation au Sommet des Amériques pour le développement durable (Bolivie). La consultation populaire en vue du Sommet de Bolivie aura lieu en mai 1996 et les audiences publiques nord-américaines de la Commission mondiale sont prévues pour l'automne.

En plus de proposer des rencontres et des événements aussi importants, l'IIDD est maintenant invité systématiquement aux réunions majeures sur le développement durable convoquées par les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et l'OCDE ainsi qu'aux réunions nationales organisées par Affaires extérieures et Industrie Canada, divers comités parlementaires et Environnement Canada. Les membres de notre Conseil d'administration, nos associés principaux et les membres de notre personnel sont souvent invités à titre de conférenciers principaux lors de rencontres et d'événements locaux, nationaux et internationaux.

Trois processus sont à la base du changement actuel à l'échelle internationale. Le premier, la *mondialisation*, alimenté très récemment et de façon spectaculaire par la technologie des communications, influence en fait sur nous avec une vigueur sans cesse renouvelée depuis les années 1950. Nous en ressentons les effets surtout dans la sphère économique. En raison de la libéralisation accrue des échanges et d'une grande compétitivité, des marchés financiers qui ne ferment jamais, du déménagement d'installations de fabrication d'un pays à un autre, de la hausse continue du chômage structurel, de la croissance sans emploi et de l'augmentation des dettes nationales, peu de pays sont aujourd'hui vraiment souverains ou indépendants.

Le deuxième processus remonte aux années 1960. Il s'agit d'une prise de conscience grandissante à l'effet que nous approchons peut-être des limites de ce que peut supporter l'environnement. Le pêche peut s'effondrer, on l'a vu. Les sols se dégradent; bon nombre sont désormais trop pauvres ou trop salés pour la culture. Les forêts peuvent s'épuiser; certains pays ont détruit les leurs au cours des deux dernières décennies. Le thermostat atmosphérique risque d'être surchargé; nos climats s'altèrent déjà. Nous commençons à «manquer» de planète.

Le troisième processus de changement est assez récent. Il remonte à l'effondrement du communisme à la fin des années 1980. La confrontation géopolitique entre l'Est et l'Ouest qui a dominé et, d'une certaine manière, régi la politique internationale pendant quatre décennies a fait place à une nouvelle fluidité. Libérées des entraves de la Guerre froide, certaines puissances régionales de second niveau poursuivent ouvertement des intérêts nationaux. Le déclin de l'environnement ajoute de

nouveaux éléments à ces forces traditionnelles : nouvelles vagues de migrants et de réfugiés et nouveaux conflits sur la diminution des ressources naturelles. Le pouvoir est en train d'échapper à bon nombre de gouvernements pour se retrouver entre les mains d'institutions régionales ou de regroupements commerciaux comme l'Union européenne et l'ALENA. Aujourd'hui, même si on en discute rarement dans les forums internationaux, le fossé s'élargit entre les pays pauvres et les pays riches, ce qui pourrait être la pire des fractures. *Les vieilles certitudes s'évanouissent et sont remplacées par un ensemble confus de tendances géopolitiques.*

Il est peut-être trop tôt pour prédire une autre tendance. On observe cependant un recul des gouvernements et des organismes de l'ONU en raison des pressions incessantes en vue de réduire les coûts, de rembourser les déficits et de faire plus avec moins. À mesure qu'ils abandonnent la partie, ils sont remplacés par un secteur civil de plus en plus actif, organisé et fort, bien que mal financé. Si cette tendance se maintient, les forces, tant à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci, changeront de manière importante.

Contre ces trois processus à long terme que sont la mondialisation, les limites et les changements planétaires ainsi que la fragmentation des relations internationales et l'émergence possible d'un secteur civil essentiel, la dernière décennie a également été témoin de ce qui pourrait bien se révéler une tendance encore plus fondamentale et positive. Il s'agit de la reconnaissance grandissante, quoique encore extrêmement inégale, d'un tout nouveau plan de jeu mondial : le développement durable.

Bien qu'il soit encore largement considéré comme ayant trait surtout à l'environnement, le développement durable exige lui aussi des changements fondamentaux dans l'économie et les structures sociales et politiques.

Dans le rapport de 1987 de la Commission Brundtland on soulignait que «le développement durable n'est pas un état fixe... mais plutôt un processus de changement».

L'IIDD fait partie d'un tel processus. L'Institut est, à plusieurs égards, le rejeton de la Commission : il a été créé en 1990 en réponse au rapport de la Commission et, comme beaucoup d'autres, nous ferons le point au cours de la prochaine année. Qu'a fait la communauté internationale au cours des dix années qui ont suivi l'élaboration de *Notre avenir à tous* et des cinq années qui ont suivi les promesses faites au Sommet de la Terre?

L'IIDD travaille pour le changement : changements vers la durabilité économique, sociale et écologique. L'Institut a délibérément choisi de se pencher sur certains des aspects les plus difficiles et les plus



L'information sur la durabilité

récalcitrants de la durabilité : le commerce, l'emploi, les budgets publics et la recherche de moyens en vue de mesurer objectivement la durabilité. L'IIDD est intéressé par les résultats. Grâce à la recherche, à l'élaboration de consensus et à la vulgarisation, nous proposons des options réalistes, faisables et durables aux décideurs du milieu des affaires, des gouvernements et de la collectivité.

L'IIDD est confiant que son travail continuera de contribuer de manière importante à certains résultats cruciaux sur le chemin de la durabilité.

De meilleures ententes et pratiques commerciales, particulièrement au sein de la nouvelle Organisation mondiale du commerce.

De meilleures pratiques en affaires, grâce à des techniques novatrices et efficaces et à une imputabilité accrue.

Des budgets publics et des instruments fiscaux qui favorisent réellement et explicitement le développement durable.

Des stratégies gouvernementales qui visent les moyens de subsistance durables et favorisent un concept d'emploi élargi.

Une sécurité humaine et écologique accrue, tant localement qu'internationalement.

Des moyens précis et détaillés pour mesurer le progrès vers la durabilité, de sorte que les expériences puissent être partagées entre les collectivités et les pays.

Pour aider à réaliser de tels objectifs, l'IIDD a, au cours de la dernière année, entrepris un programme d'activités sur trois ans. On trouvera dans le rapport qui suit certaines des orientations stratégiques que l'Institut a adoptées.

Certaines sont déjà bien en place. Par exemple, l'adoption enthousiaste de la technologie des communications, informatisée et économique, touche tous les aspects de l'IIDD et aide à faire de l'Internet le principal outil pour l'échange d'idées et de pratiques en vue de la durabilité. D'autres réorientations stratégiques sont en voie de réalisation, notamment la refonte des prochaines étapes du programme sur les milieux d'affaires et les plans d'un tout nouveau programme touchant la sécurité commune et portant sur le nombre croissant de conflits au sein des collectivités et des régions de même qu'entre les pays et dont les racines constituent des formes non durables de développement.

Situé à la croisée des chemins entre l'information et l'action, le programme Information et communications de l'IIDD a pour but d'offrir de l'information à jour, éclairée et bien choisie sur les concepts et les pratiques du développement durable. Sans abandonner l'imprimé, l'IIDD fait figure de pionnier dans l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies informatisées : troussees interactives, magazines électroniques, bases de données en ligne et dialogue sur les politiques en mode virtuel.

Le programme s'adresse aux décideurs et à ceux qui influent sur eux : fonctionnaires publics et politiciens, dirigeants d'entreprises et de secteurs, universitaires, consultants, journalistes, organismes internationaux, leaders communautaires, ainsi que la collectivité proliférante des «internauts», y compris bon nombre de jeunes et d'étudiants qui influenceront sur les décideurs actuels et futurs.

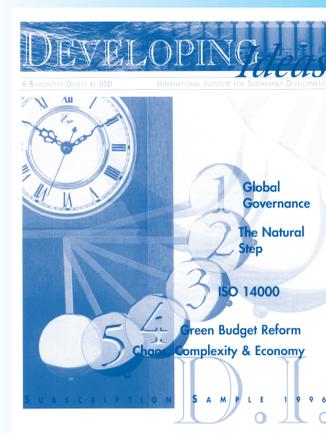
Au cours des ans, l'IIDD a produit toute une série de livres, de documents et de disquettes issus de son propre travail. Il a créé le Centre d'information de Winnipeg ouvert à tous, publié le *Sourcebook on Sustainable Development* et le *Bulletin des négociations de la terre (BNT)*, et créé deux services d'information en ligne sur l'Internet qui ont été primés – *Linkages* (<http://www.iisd.ca/linkages/>) et *IISDnet* (<http://iisd1.iisd.ca/>). L'IIDD sert également de centre d'échange de données sur le développement durable. Chaque semaine, entre 1 500 et 2 000 personnes téléchargent quelques 25 000 fichiers sur *IISDnet* afin de connaître les dernières données sur le développement durable.

La publication vedette de l'IIDD, le *Bulletin des négociations de la terre (BNT)*, continue d'être le «Hansard» des débats internationaux en donnant des rapports quotidiens fiables sur les principales rencontres internationales. Le *BNT* rend les négociations à la fois accessibles et transparentes en analysant et en expliquant les sujets parfois complexes dont il est question. *Linkages*, c'est-à-dire le site du *BNT* sur le World Wide Web pour les rencontres internationales, propose le texte intégral de la couverture faite par le *BNT* ainsi que des liens avec la documentation de la conférence et d'autres contacts électroniques. Il s'agit aujourd'hui d'un des sites les plus consultés sur l'Internet : chaque minute, un utilisateur quelque part dans le monde télécharge une livraison de *Linkages*.

L'an dernier, l'engagement financier à long terme des gouvernements, des organismes de l'ONU et des fondations à l'égard du *BNT* a augmenté et ce dernier a été régulièrement invité à couvrir des conférences internationales. En septembre 1995, le *BNT* a réalisé la plus vaste opération de son histoire lors de la Conférence mondiale sur les femmes tenue

Developing Ideas

«Un des trois nouveaux titres les plus populaires des présentoirs», affirmait-on à l'émission de culture pop de la Société Radio-Canada anglaise *Definitely Not The Opera* en avril 1996. La SRC a également qualifié *Developing Ideas* de sacrilège et d'unique, dont le contenu a de l'«attitude», et l'a recommandé pour son langage simple et clair.



«Un instantané utile des dernières orientations en développement durable»

Mel Cappe,
sous-ministre,
Environnement Canada.

«...ci-joint mon abonnement...»

Barbara Pyle CNN

IISDnet: <http://iisd1.iisd.ca/>

Contenu du DD sur le Net

Définitions et principes

Qu'est-ce que le DD?

Chronologie

Principes

Nouvelles tendances

Milieu des affaires

Budgets publics

Commerce

Agriculture

Forêts

Sécurité commune

En action

Au Canada

Sur les campus

Dans les Grandes Plaines

En Chine

Dans 50 collectivités

À la Commission mondiale
des forêts

À Winnipeg

Ce que vous pouvez faire

Sources d'information

Sujets d'actualité

Principaux organismes

Liens WWW pour le DD

Demande de renseignements

Glossaire

Catalogue des produits

Femmes

Jeunes

Océans

Revues

Linkages Journal

Developing Ideas Digest

China Council Newsletter

Bulletin des négociations
de la terre

Compte à rebours FORÊTS 97

à Beijing, en distribuant chaque jour 7 000 copies imprimées aux délégués. La reportage par l'Internet comprenait des entrevues audio et des photographies numérisées. *Linkages* a enregistré plus de 400 000 accès durant la conférence.

Le succès soutenu du *BNT* et de *Linkages* s'est traduit par une nouvelle initiative : */linkages/journal/* – un magazine bimensuel multimédia et électronique qui, sous forme d'abonnement, propose aux négociateurs, notamment, un regard en profondeur sur les questions sous-jacentes à bon nombre de négociations internationales.

Faisant également ses débuts en 1996, *Developing Ideas Digest* porte sur les idées les plus nouvelles en matière de développement durable. Bulletin d'information bimensuel sous forme imprimée et électronique, *DID* présente la toute dernière tendance, les cinq questions les plus d'actualité, les nouveaux mots à la mode, les sources Internet et des revues de presse. Offert par abonnement, *Developing Ideas* est en train de devenir un outil essentiel pour quiconque veut demeurer à jour en matière de développement durable.

Au début de 1996, l'IIDD a lancé un service de compte rendu du débat sur les forêts durables, *Compte à rebours FORÊTS 97*. L'information a trait aux questions touchant le dialogue de 1996-1997 sur la politique forestière internationale à la Commission mondiale des forêts et du développement durable et au Groupe d'experts intergouvernemental de l'ONU sur les forêts.

Dans le cadre de son partenariat avec le Conseil de la Terre et l'Association internationale des universités, l'IIDD a élaboré une trousse, *Sustainable Development on Campus*, qui est maintenant accessible par le biais de *IISDnet*. Conçue à l'intention des administrateurs, des étudiants et des professeurs, la trousse porte sur tout, de l'élaboration et de l'évaluation des politiques aux pratiques en termes de gestion des déchets et d'achats, ainsi que sur l'«écologisation» des programmes d'études. La trousse encourage les utilisateurs à discuter de leurs expériences sur Internet et leur en donne la possibilité. La conception du prototype a bénéficié d'une subvention du Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement (CANARIE).

Traditionnellement, les discussions, les négociations et l'élaboration de documents à l'échelle internationale exigeaient que les

participants se réunissent autour d'une table – un processus coûteux et chronophage. En collaboration avec le gouvernement norvégien, l'IIDD a été le premier à utiliser, l'an dernier, la toute nouvelle technologie de l'Internet afin de tenir un «dialogue sur les politiques en mode virtuel» à partir d'ordinateurs personnels installés à la maison ou au bureau. Le sujet – Production et consommation durables – est opportun et les résultats sont intégrés à un document de politique de la Norvège sur la consommation durable.

Nos publications imprimées continuent de susciter une demande. L'an dernier, nous avons publié 30 nouveaux titres, dont deux sous forme électronique et 28 sous forme imprimée. Nous avons participé aux foires du livre de Francfort et du Zimbabwe et nous continuons de créer des liens pour la copublication de livres ou la distribution de nos produits. GLOBE 96, qui s'est tenu à Vancouver, a été une excellente occasion de vendre nos produits et d'établir des réseaux avec des intervenants intéressés par l'éco-efficience et le développement durable dans la région Asie-Pacifique.

Le programme Information et communications de l'IIDD inclut une composante recherche et développement évolutive. Notre politique consiste à être novateurs en empruntant la technologie de pointe plutôt que d'essayer d'atteindre nous-mêmes l'innovation technologique. Nous voulons tirer parti des dernières techniques au service du développement durable, en utilisant des systèmes abordables qui peuvent être largement émulés, en favorisant le transfert technologique, en ayant recours aux réseaux publics ouverts plutôt que de créer des systèmes privés et centralisés et en travaillant en partenariat afin que soient représentés divers points de vue.

Le plan triennal de l'IIDD prévoit l'utilisation accrue de la nouvelle technologie des communications : produits interactifs, services mis en marché commercialement (y compris des installations pour une discussion en ligne sur les politiques) et animation de nos sites Web grâce à l'amélioration de la conception, au dialogue avec les utilisateurs et au filtrage de l'information.

Une des préoccupations permanentes de l'IIDD est d'étendre, de manière réaliste, la technologie des communications et les réseaux à ses partenaires. Il est

Prix remportés par *Linkages* et *IISDnet*

Point Communications a classé *IISDnet* dans la tranche de 5 % des meilleurs sites WEB pour son contenu et sa présentation.

Linkages a reçu trois étoiles du McKinley Group, et d'autres prix du Activism Online et de l'Université Cornell.



[/linkages/journal/](http://linkages/journal/)

Pour un commerce équitable

regrettable de constater l'existence de différents niveaux d'accès à l'information aussi bien à l'intérieur même des pays et des régions qu'entre les pays industrialisés et les pays en développement. Pour éviter de créer des ghettos de l'information, nous collaborons avec le CRDI et un certain nombre d'organismes dans les régions en développement afin de promouvoir l'émergence d'un réseau d'information sur le développement durable qui soit vraiment mondial. Un projet important, «Spinning the Web», commencera en 1996 avec quatre partenaires de pays en développement.

Liste des publications 1995-1996

Livres

Empowerment – Towards Sustainable Development From Legacy to Vision – Sustainability, Poverty and Policy Adjustment

International Environmental Management, Trade Regimes and Sustainability

Participatory Research for Sustainable Livelihoods – A Guidebook for Field Projects

Green Budget Reform

The Maastricht Treaty and the Winnipeg Principles on Trade and Sustainable Development

Trade, Sustainable Development, and the Environment – A Bibliography

Greening Campuses (disquette)

Périodiques

China Council Newsletter

Compte à rebours FORÊTS 97

Developing Ideas

/linkages /journal/ (fichier binaire transmis par courrier électronique)

Documents de travail des programmes

Pour l'année écoulée, les documents de travail des programmes de l'IIDD ont couvert les questions touchant la forêt internationale, des études d'adaptation communautaire sur les moyens de subsistance durables (dans cinq pays d'Afrique : Burkina Faso, Éthiopie, Kenya, Afrique du Sud et Zimbabwe), ainsi que les émissions de CO₂ dans les prairies canadiennes. Voir notre catalogue pour connaître la liste complète des publications.

En 1993, le secrétariat du Conseil de la Terre estimait que l'adoption définitive du développement durable coûterait 600 milliards de dollars par an. À une telle échelle, l'investissement ne viendra pas des gouvernements nordiques déjà fort sollicités, pas plus que de l'investissement étranger direct.

La valeur annuelle du commerce international est de 5 billions de dollars et le PNUD estime que les barrières au commerce dans le Nord coûtent au Sud quelque 200 milliards de dollars par an. L'augmentation des recettes par la libéralisation du commerce peut donc être un préalable au développement durable, bien qu'elle ne soit pas suffisante en soi.

Comment le commerce international peut-il contribuer davantage à la durabilité? La question va bien au-delà d'une confrontation entre le commerce et l'environnement. Le commerce doit en fait aider à protéger et à restaurer les systèmes écologiques (ou du moins à ne pas les détruire) et améliorer l'efficacité économique. Mais s'il veut être durable, il doit aussi améliorer le bien-être des gens, particulièrement celui du milliard de personnes qui vivent dans la pauvreté.

Les discussions entre les spécialistes de l'environnement et les experts en développement, d'une part, et les défenseurs du libre-échange, d'autre part, ont été, de mémoire récente, tout aussi hargneuses et émotives que tout autre débat

Les Principes de Winnipeg

Efficacité et internalisation des coûts : inclure tous les coûts environnementaux dans le prix du produit commercialisé.

Équité : rechercher l'équité entre les nations et les générations.

Intégrité de l'environnement : réduire les incidences humaines sur l'environnement.

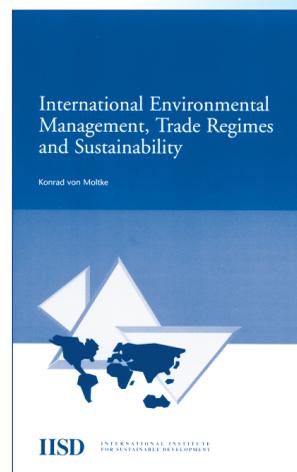
Subsidiarité : agir au niveau le plus bas qui soit tout en étant soucieux d'efficacité, agir de manière multilatérale et accepter que les normes varient selon les pays.

Coopération internationale : intégrer le bien-être humain au règlement des différends commerciaux, protéger les pays les plus faibles et éviter les sanctions commerciales.

Science et prudence : veiller à la sécurité et reconnaître l'incertitude au plan écologique.

Participation : favoriser la participation de la population et la reddition de comptes.

Depuis leur publication en 1994, les Principes ont bénéficié d'une diffusion étendue. Ils ont été approuvés par le Conseil de la Terre, situé au Costa Rica, et par le Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable du secrétaire-général de l'ONU. Le Forum économique mondial les a adoptés comme principes de base de son partenariat avec l'IIDD.



«La détérioration de l'environnement causera des dommages étendus et à long terme au pays... Cela finira par être une menace au développement économique solide et durable.»

Qiao Shi,
Président du Congrès
national du peuple, Chine



sur les politiques publiques. Dans le cadre du programme sur le commerce de l'IIDD on croit cependant qu'il est possible d'intégrer les préoccupations communes des milieux des affaires, de l'environnement et du développement, de sorte que des préoccupations apparemment conflictuelles viennent se renforcer mutuellement. C'est là le point de départ des «Principes de Winnipeg» pour le commerce et le développement durable. Élaborés en 1994 par neuf membres éminents de ces secteurs, les principes proposent un cadre pour évaluer les ententes et les politiques commerciales et pour comprendre les questions sous-jacentes d'une manière acceptable par des intervenants dont les intérêts sont très différents.

Les principes ont été largement acceptés à l'échelle internationale. En 1995-1996, l'IIDD a fait des efforts pour les rendre opérationnels, surtout en ce qui concerne l'évaluation des accords et des institutions en matière de commerce et d'environnement. L'an dernier, on a publié *The Winnipeg Principles and The Maastricht Treaty*, dans lequel on analyse l'accord sur l'Union européenne. Le document a été suivi au début de 1996 par la publication de *International Environmental Management, Trade Regimes and Sustainability*, qui donne un aperçu des liens et des tensions entre les régimes environnementaux et commerciaux au plan international. Les rapports en cours appliquent les Principes de Winnipeg à l'APEC ainsi que le principe d'ouverture à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'IIDD a suivi de près les activités de la toute nouvelle OMC. Le dialogue significatif entre l'OMC et les ONG a jusqu'à présent été limité et même si une décision prise en 1994 en vue d'afficher les documents publics sur l'Internet doit être bien accueillie, on est loin de l'objectif. La diffusion de la plupart des documents est encore restreinte, toutes les rencontres sont fermées sauf pour quelques observateurs d'organismes intergouvernementaux et aucun organe au sein du secrétariat n'est responsable des relations avec les ONG.

C'est dans un tel contexte que l'IIDD a entrepris l'an dernier une étude de faisabilité pour la création d'un centre de liaison des ONG à Genève, qui ferait le pont entre la communauté internationale des ONG et l'OMC et la CNUED. Ainsi, l'IIDD s'est joint à l'UICN, à la Coalition suisse des organismes de développement, à la Fundación Futuro Latinoamericano (Équateur) et à la Consumers Unity and Trust Society (Inde) afin de créer le Centre international pour le commerce et le développement durable, dont les activités commenceront au milieu de 1996.

Le rôle principal du Centre sera de donner aux ONG des comptes rendus directs sur les questions de commerce et de développement durable selon un point de vue d'initié. Le Centre suscitera aussi des dialogues sur les politiques entre les milieux du commerce, de l'environnement et du développement et servira de point de convergence pour le maillage des ONG.

Le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (CCCIED) a été créé par le gouvernement chinois en 1992 à titre de groupe consultatif non gouvernemental de haut niveau. Il compte 50 membres. L'IIDD fournit les services de secrétariat et assume la coprésidence du groupe de travail du Conseil sur le commerce et l'environnement, dont le mandat est d'aider la Chine à élaborer et à mettre en œuvre des politiques intégrées en matière de commerce et d'environnement qui tiennent compte du développement durable. Le groupe travaille actuellement dans cinq domaines : le protectionnisme écologique, la production et l'utilisation de substances qui réduisent la couche d'ozone, les incidences de la Convention sur le changement climatique, la production alimentaire écologique, et le rôle des investissements étrangers dans le développement des industries écologiques en Chine.

Le travail du Conseil chinois offre beaucoup de possibilités. La Chine est aujourd'hui un des dix principaux pays commerçants du monde. Le gouvernement chinois accorde une priorité très élevée aux questions de commerce et d'environnement, en partie parce qu'il voudrait joindre l'OMC et en partie parce que l'état de son environnement se détériore de façon alarmante. Peu de pays en développement accordent autant d'importance à ce domaine. On observera probablement son exemple de près.

Le rôle de l'IIDD par rapport à la Chine a été reconnu en 1996 lorsque Qiao Shi, président du Comité permanent du Congrès national du peuple, a fait une visite d'État au Canada. Dans sa tournée officielle, il s'est arrêté à Winnipeg et a rencontré les membres de l'IIDD ainsi que des représentants du CCCIED pour discuter de notre travail. Son analyse franche et l'importance particulière accordée au renforcement de la règle de droit dans ce domaine nous ont beaucoup intéressés.

Le plan triennal (1996-1999) de l'IIDD pour le programme sur le commerce et le développement durable compte trois grands volets : le suivi de l'OMC, le soutien de l'intégration des politiques en matière de commerce, d'environnement et de

Des budgets verts et des entreprises vertes

développement, et le renforcement des capacités dans les pays en développement et les économies en transition.

Le premier volet tient compte du fait que l'OMC constitue désormais un forum international essentiel pour la réforme des politiques en matière de commerce et de développement durable. L'IIDD prévoit rédiger des rapports réguliers sur le rendement de l'OMC dans le domaine du développement durable, le premier devant être publié en septembre 1996, soit en prévision de la rencontre ministérielle de l'OMC en décembre.

Le deuxième volet porte sur une plus grande mise en œuvre et une meilleure compréhension des Principes de Winnipeg. Les études de l'IIDD permettront d'appliquer les principes à l'ALENA et à MERCOSUR. L'IIDD est aussi en train d'élaborer la section sur le commerce et l'environnement du nouveau rapport du PNUÉ intitulé *Global Environmental Outlook*, dans lequel on fait un certain nombre de recommandations de politiques internationales en fonction des Principes de Winnipeg. Nous prévoyons aussi aborder la question de la propriété intellectuelle et de la biodiversité, en insistant sur l'interface complexe et litigieuse entre deux nouveaux régimes : l'OMC et la Convention sur la diversité biologique.

Le troisième volet du plan triennal tient compte de la préoccupation à l'effet que les pays en développement et les pays en transition sont trop peu engagés dans le débat sur le commerce. Bien que les questions de développement soient sous-jacentes aux conflits les plus difficiles entre le commerce et l'environnement, les discussions au sein de l'OMC et dans les pays industrialisés accordent peu d'attention à ces préoccupations. Aussi, les pays en développement hésitent à participer, car ils ont l'impression que les préoccupations du Nord à l'égard du commerce et de l'environnement ne sont rien d'autres que de nouveaux obstacles au développement du Sud.

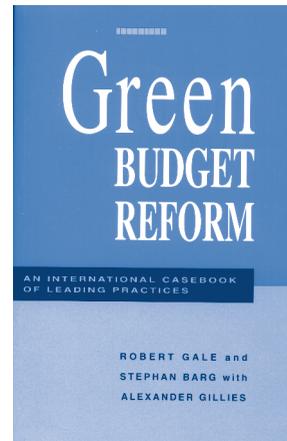
S'appuyant sur ses travaux avec la Chine, l'IIDD prévoit cerner un ou deux autres pays où nous pourrions travailler en partenariat afin de renforcer leurs capacités à influencer sur de tels débats. Il y a trois grands domaines où les besoins se font sentir : créer des capacités de recherche au sein des gouvernements, des groupes de réflexion ou des ONG qui pourraient constituer le fondement de positions de négociation nationales; former des négociateurs aux liens entre le commerce et le développement durable; et renforcer les mécanismes de coordination dans les ministères et entre les secteurs public et civil de sorte que les politiques en matière de commerce et de développement durable puissent être intégrées.

Les décisions relatives aux dépenses et aux investissements, tant publiques que privées, sont la clé du développement durable. Depuis sa création, l'IIDD encourage les gouvernements et le milieu des affaires à investir dans la durabilité.

Au sein des gouvernements, on considère encore que le développement durable relève du ministère de l'Environnement plutôt que de celui des Finances alors que le budget annuel demeure l'outil le plus important par lequel les gouvernements peuvent influencer sur la durabilité. À lui seul, le gouvernement américain dépense plus de 1 000 milliards de dollars par année.

En septembre 1995, l'IIDD a publié le *Green Budget Reform*, une importante étude de 23 réformes fiscales écologiques dans huit pays nord-américains et européens. Une des principales conclusions du rapport est l'efficacité des politiques neutres au plan du budget, notamment les systèmes de consignes et les remises des droits comme la redistribution des fonds à partir des entreprises dont le dossier environnemental est médiocre vers celles qui affichent de bons rendements. De telles politiques n'exigent pas de système de réglementation coûteux et n'engagent peu ou pas de dépenses gouvernementales. Les mesures neutres au plan du budget représentent une approche fiscale de plus en plus populaire pour s'attaquer aux problèmes environnementaux.

L'IIDD étudie présentement le domaine des subventions «perverses» du point de vue environnemental – celles qui encouragent les gens à entreprendre des activités dommageables pour



L'impôt écologique fonctionne vraiment

La Suède a procédé à l'écologisation de son système fiscal en 1990. Dès 1992, une nouvelle taxe sur les émissions de CO₂, une taxe sur les émissions sulfuriques et une taxe sur l'utilisation de l'énergie permettaient de recueillir 3,2 milliards de dollars américains par année. De telles recettes se sont traduites par une baisse marquée de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la masse salariale. Résultats : baisse de la pollution et augmentation des emplois.

En Californie, on favorise l'énergie renouvelable depuis la fin des années 1970 grâce à des crédits d'impôt et en permettant aux producteurs d'énergie renouvelable de vendre leur puissance aux services publics. En 1992, 11,1 % de l'électricité de l'État provenait de l'énergie géothermale, de biomasse, éolienne et solaire comparativement à moins de 0,4 % à l'échelle nationale. Résultats : purification de l'air, baisse de la vulnérabilité à l'égard des hausses du prix du pétrole et nouvelles technologies renouvelables et viables commercialement.

Sauver les sols canadiens. Dans la plus grande partie des Prairies, la monoculture céréalière peut entraîner la dégradation des sols et la perte de la biodiversité. Le Programme d'établissement du couvert végétal permanent a été créé dans le but de convertir des terres agricoles à risque élevé en terres consacrées en permanence à la culture du foin, au pâturage ou à la plantation d'arbres. Résultats : 1,2 millions d'acres de terres convertis à une utilisation plus durable et à un coût inférieur aux subventions pour les cultures visées.

Des impôts remboursables. Depuis 1992 en Suède, les grandes usines consommatrices de combustible fossile versent une taxe en fonction des émissions de NO_x (oxydes d'azote). La plus grande partie de l'argent est remise aux centrales, proportionnellement à la quantité d'énergie qu'elles produisent. Les centrales les plus propres et les plus efficaces en bénéficient. Résultats : réduction du tiers des émissions de NO_x.

Source - Green Budget Reform, IIDD, 1995

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir...

... sur l'évaluation du développement durable. Ou, du moins, le meilleur point de départ pour trouver ce que l'on sait déjà et connaître les nouveautés.

Lisez le Compendium de l'IIDD, qui donne la liste de 165 publications pertinentes sur le sujet. Ne manquez pas What is EXTASY? A short answer (publié par la Commission européenne).

Le Compendium vous renseigne sur les 167 organismes qui s'intéressent aux indicateurs de durabilité. Qui a mis au point l'indice de stress chez les enfants? Demandez à ZPG de Washington, D.C. Qu'est-ce que le Honey Bee Network? Allez à SRISTI à Ahmedabad. Qui sait ce que les populations locales considèrent comme les indicateurs de montagnes saines? FLACO, à Quito, connaît quelques-uns des experts. Que sont les statistiques sur les gens qui vont pieds nus? Quelqu'un le sait au Protestant Institute for Interdisciplinary Research à Heidelberg.

Si vous devez mesurer la qualité d'un ruisseau arctique, vérifier les gaz à l'état de traces dans une forêt, surveiller la durabilité dans des marécages, sur une île, dans les cultures agricoles ou dans la population... Rien de plus facile! Le Compendium vous donne des noms, des numéros de télécopieur avec indicatifs de pays et des adresses de courrier électronique.

Et si la révolution électronique vous laisse froid, le Compendium donne aussi des adresses postales de sorte que vous pouvez envoyer une lettre à Beijing, à Thunder Bay ou encore à Niamey. N'hésitez pas!

Données tirées de Performance Measurement for Sustainable Development: A Compendium of Experts, Initiatives and Publications (Mesure du rendement en matière de développement durable : un compendium d'experts, de projets et de publications), IIDD, 1995.

l'environnement. Par exemple, bon nombre de gouvernements consacrent des fonds importants aux réseaux routiers et, de ce fait, subventionnent le transport automobile, ou soutiennent financièrement les coûts de l'énergie nucléaire, laissant ainsi en héritage le lourd fardeau du smog photochimique et des déchets nucléaires à longue durée de vie.

L'an dernier, le Conseil canadien des ministres de l'Environnement a retenu les services de l'IIDD pour préparer un rapport sur la collaboration des gouvernements fédéral et provinciaux en matière de protection de l'environnement. L'IIDD a présenté son rapport à une conférence tenue à Irkutsk et portant sur des problèmes similaires en Russie.

L'IIDD continue de collaborer avec l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et le Groupe de travail des Églises sur les responsabilités des sociétés pour décerner les prix annuels aux meilleurs rapports de société. Ces prix sont parrainés par l'ICCA et le journal *Financial Post*. Nous œuvrons au Canada et à l'échelle internationale afin d'intégrer des concepts plus larges de durabilité dans la norme ISO 14000. Notre programme sur le commerce aide la Chine à s'adapter au nouveau système. Le président de l'IIDD siège au groupe de travail sur les instruments économiques de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Au cours de 1996-1997, le Groupe consultatif de gens d'affaires de l'IIDD aidera l'Institut à choisir des activités clés et à cerner les points d'intervention stratégiques pour le programme dans le milieu des affaires.



Il est facile de faire des promesses, mais comment évaluer le succès ou l'échec des politiques? Le virage vers des sociétés durables signifie que le changement doit être mesurable et qu'il faut le mesurer. Il faut que de telles mesures puissent être comparées d'année en année et d'un endroit à un autre, de sorte que les résultats soient assujettis à une évaluation. Et la population doit avoir confiance dans le système de mesure si on veut que les collectivités comprennent les progrès qu'elles réalisent.

Pour mesurer le développement durable, il faut combiner deux éléments : la participation populaire et multilatérale à l'établissement des objectifs et au choix des indicateurs, d'une part, et la participation de spécialistes en mesures qui peuvent concevoir et mettre en œuvre un système détaillé et fondé sur des données scientifiques, d'autre part.

Le Programme de mesures et d'indicateurs de l'IIDD répond aux besoins grandissants des collectivités, des gouvernements locaux et nationaux, des agences internationales, du milieu des affaires et de la communauté scientifique pour des outils particuliers qui permettent de fixer des objectifs et d'évaluer les progrès. Cela exige, comme fondement empirique, des bases de données et un ensemble d'indicateurs.

Chez lui au Manitoba, l'IIDD aide le gouvernement provincial à passer des rapports conventionnels sur l'état de l'environnement (ÉE) à de véritables rapports sur la durabilité, en préparant un chapitre sur l'écozone des Prairies pour le rapport ÉE de 1997. Pour cela, il a fallu combiner un cadre de travail cohérent fondé sur des connaissances spécialisées et un processus participatif multilatéral en vue de définir les facteurs devant être mesurés. S'appuyant sur des groupes de consultation pour cerner les principales questions en matière de durabilité et en établissant l'ordre de priorité, l'IIDD a élaboré des indicateurs pour chacune des catégories et s'est adressé au Comité consultatif technique pour vérifier si des données mesurées étaient disponibles pour les indicateurs choisis. Les discussions ont permis de relever les problèmes pratiques et méthodologiques sur lesquels il faut encore se pencher pour que ce processus permanent soit opérationnel.

Des ministères fédéraux, dont ceux de la Défense nationale et des Affaires indiennes et du Nord, ont demandé conseil à l'IIDD afin de concevoir leurs plans ministériels de développement durable et leur cadre d'évaluation.

Les moyens de subsistance – la clé de l'adaptation communautaire

L'IIDD travaille également avec l'organisme autrichien SUSTAIN en vue d'élaborer des «indicateurs de procédés durables» fondés sur les analyses des intrants et des extrants dans les procédés techniques des usines et des grandes unités de production. Des essais étendus sur le terrain sont prévus pour différentes régions en Europe et en Amérique du Nord.

Le programme participe à tous les grands efforts internationaux visant à élaborer des outils de mesure du développement durable. Il est en liaison suivie avec le Département de la coordination des politiques et du développement durable des Nations Unies et l'Unité des indicateurs et de l'évaluation environnementale de la Banque mondiale. Il aide plusieurs organismes dans les pays en transition et fournit des services d'échanges de données.

Comment des virages vers la durabilité dans certains pays affecteront-ils la compétitivité internationale de l'industrie? L'IIDD a commencé à travailler conjointement avec le Forum économique mondial et le Conseil de la Terre afin de produire un volume sur la durabilité qui accompagnera l'édition annuelle du *World Competitiveness Report*.

L'IIDD cherche à devenir un centre d'excellence international pour l'évaluation du développement durable, en permettant à des spécialistes du monde entier d'échanger des idées. L'an dernier, l'IIDD a publié son *Compendium* des mesures de rendement : listes internationales et pertinentes d'experts, d'institutions, de projets et de publications. Les données sont régulièrement mises à jour sur *IISDnet*.

Au cours des quelques prochaines années, le programme élargira son champ d'action en produisant des trousseaux de formation et des guides pratiques à l'intention de divers utilisateurs.

Bien qu'il s'agisse d'un programme relativement nouveau pour l'Institut, la reconnaissance du leadership de l'IIDD dans ce domaine commence à se manifester. Le PNUE a désigné l'IIDD à titre de centre collaborateur pour l'évaluation, les rapports et les prévisions en matière environnementale à l'échelle internationale et la Fondation Rockefeller a proposé son prestigieux Bellagio Center pour une rencontre internationale en novembre 1996. La réunion portera sur trois grandes questions : comment définir des cadres conceptuels appropriés pour les mesures; comment assurer une base scientifique solide aux méthodes de mesure et au choix des indicateurs, et comment intégrer le processus de mesure à la prise de décisions.

Malgré des décennies de croissance économique à l'échelle mondiale, la pauvreté et le fossé entre les riches et les pauvres ne cessent de croître. Il y a dix ans, environ 750 millions de personnes survivaient avec moins de un dollar par jour; aujourd'hui, ce nombre dépasse le milliard. De 1960 à 1990, l'écart de revenu qui sépare les plus riches (tranche supérieure de 20 % de la population mondiale) et les plus pauvres (tranche inférieure de 20 %) a été multiplié par huit.

La conjoncture économique mondiale en rapide mutation affecte à la fois les pays riches et les pays pauvres. La libéralisation des mouvements de capitaux, la nouvelle technologie, la libéralisation du commerce, la difficulté d'accès au crédit, l'épuisement des ressources renouvelables et non renouvelables, le déclin de la qualité de l'environnement – tout cela signifie que les emplois à vie sont en train de devenir des choses du passé, même dans des pays comme le Japon où une telle pratique fait pourtant partie de la culture socio-économique. Les jeunes gens et les professionnels d'âge moyen sont souvent très touchés.

Le concept des moyens de subsistance durables est plus large que celui de l'emploi. Il comprend, par exemple, l'agriculture, le travail à temps partiel, le travail partagé, le bureau à domicile, le double emploi, la prestation de soins, le travail autonome et toute une gamme d'autres mécanismes en plus de l'emploi traditionnel là où il existe. Il comprend aussi des activités non rémunérées qui contribuent au bien-être du ménage. Dans des conditions changeantes et qui empirent parfois, bon nombre de collectivités s'adaptent et réussissent. L'IIDD croit

Renverser la pauvreté.

Au lieu de mettre l'accent sur ce que les gens de l'extérieur considèrent comme les faiblesses, une telle approche construit sur ce que les populations locales considèrent elles-mêmes comme leurs forces.

«... si nous (en Afrique du Sud) acceptons l'approche démocratique à l'élaboration des politiques, il nous faut les outils nécessaires. Ce projet peut nous aider à apprendre comment le faire...»

*Mattheus Phosa,
premier ministre du
Transvaal de l'Est*

«Il s'agit d'un document extrêmement utile (Adaptive Strategies in Arid and Semi-Arid Lands in Africa) ... nous cherchons continuellement de nouvelles approches pour aborder de telles questions conformément au PRD (programme de reconstruction et de développement) et nous sommes particulièrement intéressés par les approches communautaires.»

*Prof. K Asmal
Ministre des Eaux et des Forêts,
Afrique du Sud*

L'IIDD appuie le 50^e anniversaire de l'ONU

L'IIDD a offert un appui non financier au prix «Nous, peuples des nations unies : 50 communautés» et à la Conférence d'étude. Proposition d'un citoyen pour marquer le 50^e anniversaire de l'ONU, le but des projets était de cerner, de documenter et de faire connaître les leçons apprises de 50 collectivités et qui symbolisaient le thème «Créer une unité commune». Parrainés par le PNUE, le PNUD, Habitat et la Sasakawa Peace Foundation, les prix ont bénéficié du leadership et de l'aide logistique de l'IIDD. Coprésidé par feu madame Nita Barrow et le Dr Pierre Marc Johnson, le programme a réussi à construire des réseaux qui vont bien au-delà des rencontres habituelles entre l'ONU et les ONG. Depuis des villages écologiques comme Findhorn en Écosse et Sanikiluaq dans l'Arctique, depuis l'hôpital de Sarajevo et les rues de Bombay, depuis Mondragon en Espagne et la coopérative de consommateurs de Seikatsu au Japon, plus d'une centaine de représentants de collectivités riches et pauvres sont venus partager leurs leçons entre eux et avec l'ONU. On trouvera un résumé de leurs histoires sur l'IISDnet à la rubrique «50 communities».



L'adaptation communautaire à Makaha au Zimbabwe

S'appuyant sur les connaissances locales (indigènes), la science et la technologie appropriées, ainsi que sur un cadre de politique facilitant, certaines collectivités ont fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation à l'évolution des contextes social, économique et écologique. Une telle adaptation communautaire est la source des moyens de subsistance durables.

Stratégies d'adaptation économique

Pour faire face au risque de perte des récoltes en raison de la sécheresse, les gens de la collectivité de Makaha ont élaboré une base économique diversifiée qui comprend la culture, l'élevage, le lavage de l'or à la batée, le brassage de la bière et la production de fruits et de légumes. Même en ce qui concerne l'agriculture, au moins deux cultures céréalières de base sont produites comme mesure de prévention des risques et, à la suite de bonnes années, les ménages stockent habituellement aux moins deux années de récoltes de céréales à titre de réserves.

Stratégies d'adaptation écologique

À Makaha, on fait appel aux systèmes de connaissances indigènes et contemporains pour conserver des richesses comme le sol, l'eau et les arbres. Les bourrelets de niveau aménagés sur les pentes de montagnes constituent une innovation technique appropriée pour conserver le sol et l'eau, tandis que les connaissances indigènes, qui se manifestent par les règles et le leadership traditionnels de la communauté, protègent les arbres sacrés et précieux.

Source : Makaha Community, Mudzi District, Zimbabwe, de Adaptive Strategies and Livelihoods: Community Studies, IIDDD, 1996.

qu'une des clés pour comprendre les moyens de subsistance durables est l'adaptation communautaire.

Les moyens de subsistance durables existent lorsque des ménages et des collectivités trouvent et maintiennent des façons de vivre qui leur permettent de se remettre d'un stress ou d'un choc. À titre d'objectif de politique, les moyens de subsistance durables ont autant de sens dans un bidonville de Bombay que dans un village de pêcheurs de Terre-Neuve, dans la forêt tropicale humide de l'Amazone ou dans Wall Street.

Quelles stratégies d'adaptation utilise-t-on avec succès pour créer des moyens de subsistance durables dans différentes collectivités soumises au stress? Quels facteurs ces stratégies ont-elles en commun? Peut-on avoir recours à des technologies, à des politiques et à des ressources appropriées pour renforcer les connaissances et l'ingéniosité qui, sur place, les alimentent? Voilà des questions auxquelles essaie de répondre le programme de l'IIDD sur l'adaptation communautaire et les moyens de subsistance durables.

Au cours de la dernière année, l'IIDD a poursuivi l'élaboration des fondements théoriques de cette approche intégrée, l'a mise à l'essai dans cinq pays africains, et a publié les résultats. Dans le cadre d'un projet conjoint avec le PNUD, dix études de cas ont été réalisées dans deux villages de chacun des cinq pays arides suivants : Burkina Faso, Éthiopie, Kenya, Afrique du Sud et Zimbabwe. La recherche participative a été menée par des ONG locales et la collectivité étudiée a été étroitement mise à contribution.

Les politiques publiques ont souvent une incidence négative sur la façon dont les collectivités vivent le stress. Dans la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne, par exemple, on a fortement favorisé le maïs au détriment du sorgho et du

millet qui résistent pourtant mieux à la sécheresse. Cela s'est traduit par des rendements supérieurs dans les bonnes années mais par la famine dans les périodes de faibles précipitations. Les cultures multiples, une stratégie intéressante pour contrer la sécheresse, ont été minées par de telles politiques.

Une approche de rechange, qui essaie de renforcer les stratégies d'adaptation des populations, vient renverser les approches traditionnelles à la réduction de la pauvreté. Au lieu de mettre l'accent sur ce que les gens de l'extérieur considèrent comme des faiblesses, une telle approche construit sur ce que les populations locales considèrent elles-mêmes comme leurs forces.

Au cours de la dernière année, le programme a achevé les études de cas de même qu'une synthèse qui fait le lien entre les résultats des politiques et des collectivités dans chacun des pays. On peut se procurer un volume combiné des rapports de synthèse. On a aussi publié un «guide pratique» détaillé sur la façon de mener des recherches participatives en stratégies d'adaptation et on a élaboré une page d'accueil pour l'information sur les moyens de subsistance durables sur *IISDnet*, qui contient des données tirées des projets africains. Des versions populaires de chaque étude de cas sont en préparation pour les collectivités participantes.

L'IIDD s'attend à ce qu'une telle approche intégrée ait un impact significatif tant sur la théorie que sur la pratique du développement, en transformant la richesse de l'expérience communautaire en processus d'élaboration de politiques. Le concept des moyens de subsistance durables soulève déjà beaucoup d'intérêt au PNUD, à la Banque mondiale et à l'OCDE, chez un certain nombre de donateurs, dans des gouvernements du Tiers Monde, chez les chercheurs, dans les ONG et dans les groupes communautaires. L'an dernier, nous avons préparé un rapport sur l'emploi et le développement durable pour le gouvernement canadien à partir d'un tel concept.

Au cours des trois prochaines années, le programme prévoit élaborer davantage l'approche des moyens de subsistance durables, en faire l'essai pour l'atténuation des effets de la sécheresse dans le sud de l'Afrique, la conservation et l'amélioration de la biodiversité dans les pays arides que sont l'Éthiopie et l'Inde, ainsi que dans des régions rurales de pays développés, en commençant par les Grandes Plaines canadiennes et américaines.



Principes du développement durable des Grandes Plaines

Gestion

Conservation

Réhabilitation

Viabilité marchande

Internalisation des coûts

Innovations scientifiques et technologiques

Politique commerciale

Considérations sociales

Responsabilité mondiale

conférence du Saskatchewan Council for Community Development tenue à Regina (Saskatchewan) également en février 1996, on a présenté le travail de l'IIDD sur l'adaptation des Prairies aux leaders du développement communautaire de la Saskatchewan.

Plusieurs études ont été achevées en 1995-1996. L'une porte sur la durabilité de la voie maritime du Saint-Laurent, une route par laquelle transitent certains des produits d'exportation des Grandes Plaines. Une autre porte sur la chélation du charbon dans les Prairies canadiennes et les politiques utilisées dans le monde pour réduire les émissions de dioxyde de carbone.

Au cours des trois prochaines années, l'IIDD a l'intention d'étendre encore plus bon nombre des activités de ses programmes dans les plaines américaines et canadiennes et dans d'autres régions agricoles semi-arides, comme l'Ukraine ou des parties de l'Afrique et de l'Asie.

L'IIDD se consacre à l'évaluation et à la présentation de ses propres réussites et défis, dans une optique d'harmonisation de l'intégrité en matière d'environnement, du bien-être des gens et de l'efficacité économique.

Intégrité en matière d'environnement

Efficiences énergétiques – Le personnel de l'IIDD est invité à utiliser des moyens de transport à faible consommation d'énergie pour se rendre au travail (la bicyclette, la marche, les transports publics ou le covoiturage) et à emprunter les escaliers plutôt que les ascenseurs. Des affiches à cet effet ont été posées afin d'inciter les employés à économiser l'énergie dans leur propre bureau en éteignant les lumières et les machines. Nous ne sommes pas en mesure de fixer des objectifs ni d'évaluer le rendement en ce qui a trait à la consommation d'énergie puisque celle-ci n'est pas mesurée de façon indépendante dans les locaux que nous louons.

Prévention de la pollution – Tous les employés participent activement au programme de recyclage de matériaux multiples de l'Institut. Cette année, grâce à notre programme de prévention de la pollution, nous avons réduit d'environ 2 151 kg, soit près de 60 kg par employé, la quantité de déchets envoyés à la décharge.

Nous nous sommes engagés à participer à un projet communautaire conjointement avec le Club Rotary. Le papier et le carton que nous utilisons est recyclé dans le cadre du programme «Paper to Trees» dont les profits servent à planter des arbres afin de reverdir Winnipeg en vue des Jeux panaméricains de 1999. Nos autres produits recyclables sont recueillis par un service de collecte commerciale. En raison de ce changement des méthodes de recyclage, il est impossible de comparer les mesures à des dates précises.

Achats – Notre politique consiste à faire appel à des fournisseurs ayant adopté des pratiques et des normes environnementales saines, dont les produits sont composés en majeure partie de déchets postconsommation et dont l'emballage est réduit au minimum, ainsi qu'aux fournisseurs offrant des produits en vrac. Nous faisons affaire avec des hôtels et des traiteurs ayant adopté des programmes de conservation environnementale. Nous entretenons des relations d'affaires avec les fournisseurs qui donnent l'exemple par leurs pratiques de développement durable.

Communications électroniques – Nous mettons l'accent sur l'utilisation du courrier électronique et des disquettes comme moyens de communication et de stockage des données. Nous avons mis de l'avant



un programme d'édition électronique. Dans la mesure du possible, nous utilisons le téléphone et les moyens de communication électronique pour traiter des affaires, à l'échelle nationale et internationale, plutôt que de nous déplacer.

Bien-être des employés

L'IIDD est un organisme en évolution. Ses politiques reposent sur des valeurs stables et visent à promouvoir le développement durable au sein de l'organisme tout en suivant l'évolution du milieu de travail. Au cours de l'année, les politiques et les procédés de l'Institut ayant une incidence sur les employés ont été consignés dans un manuel d'information détaillé qui a été distribué aux employés.

L'IIDD a ajouté des mesures d'incitation au rendement dans ses ententes avec les chef des programmes. De plus, un système officiel d'évaluation du rendement visant le groupe d'employés du soutien administratif a été mis en œuvre, selon lequel une rétribution calculée en fonction du rendement leur est versée. Un système officiel d'évaluation du rendement visant les membres des programmes sera mis en œuvre au cours de l'exercice 1996-1997.

À toutes les semaines, des réunions du personnel, d'une durée d'une heure, sont tenues afin de favoriser la communication. Au cours de chaque réunion, les employés participent à une table ronde, leur offrant la possibilité de partager des idées avec leurs collègues et de leur faire part de leurs réussites. D'autres sessions de remue-méninges, moins structurées, ont lieu régulièrement dans le cadre de petits-déjeuners pour encourager l'échange de connaissances et d'idées entre les membres du personnel des programmes travaillant dans des équipes de programmes différentes.

Des améliorations sur le plan ergonomique ont été apportées aux postes de travail, dont le remplacement des anciens modèles de claviers et d'autres mesures visant à éviter les microtraumatismes répétés.

Notre profil organisationnel en date du 31 mars 1996 montre que, sur les 38 personnes liées à l'Institut, 53 % sont des femmes, 3 % sont handicapées et 24 % proviennent de minorités ou sont d'origine autochtone. Comparativement à la situation au 31 mars 1995, la proportion des femmes au sein de l'organisme a augmenté, mais il y a une personne de moins provenant des minorités. Tous les membres et associés de l'IIDD sont des hommes. Sur les treize membres actuels du conseil d'administration, 31 % sont des femmes.

Conformément à nos règlements, le conseil d'administration doit se composer en majorité de citoyens canadiens.

L'IIDD continue de participer à des activités externes au sein de sa propre communauté, soit Winnipeg, au Manitoba. Ces activités comprennent, entre autres, la Conférence des villes d'hiver, la Journée de la terre, la Journée des carrières, l'initiative CentrePlan de la ville et d'autres réunions communautaires. Nous invitons les groupes communautaires intéressés par le développement durable à visiter l'Institut et à se rendre à notre centre d'information. Lorsque nos salles de conférence ne sont pas réservées pour nos propres activités, nous les mettons à la disposition des organismes de la communauté, moyennant un tarif visant à recouvrer les coûts.

Efficiences économiques

Nous poursuivons nos efforts tant dans le cadre de nos programmes que de nos activités afin de maintenir ou d'améliorer notre rentabilité. Ainsi, des liens d'affaires virtuels ont été créés, résultat du travail du réseau des membres du personnel et des associés en vue d'assurer une présence dans divers endroits stratégiques à l'extérieur de Winnipeg. Ces liens nous relient par voie électronique à ces gens, tout en leur permettant de travailler à l'extérieur de nos bureaux, lesquels leur sont quand même accessibles. Ainsi, nous bénéficions d'une présence dans ces localités sans avoir à assumer les importants coûts fixes supplémentaires liés à la mise en place d'une infrastructure.

Les modifications apportées aux indicateurs clés du rendement au cours du dernier exercice reflètent le changement de cap effectué par l'IIDD pour générer des produits d'un groupe de plus en plus varié de sympathisants. La proportion des charges liées aux programmes par rapport au total des charges a diminué légèrement, passant de 84 % à 82 %. La proportion des subventions affectées à des fins particulières et des autres produits par rapport au total des charges a augmenté considérablement, passant de 36 % à 43 %.

Opinion indépendante à l'égard du rapport de la direction sur le développement durable

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons examiné le rapport sur le développement durable ci-joint pour l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de ce rapport incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le rapport en nous fondant sur les procédés décrits au paragraphe suivant.

Nous avons examiné les lignes directrices et les objectifs de l'Institut reliés au développement durable et évalué la méthode adoptée par la direction pour mesurer le degré de réalisation de ces objectifs. Notre évaluation a compris des entrevues avec la direction et le personnel, l'observation des lieux et des méthodes de travail ainsi que le contrôle par sondages des documents pertinents.

À notre avis, d'après les mesures indiquées ci-dessus, les objectifs reliés au développement durable et la méthode adoptée par la direction pour mesurer le degré de réalisation de ces objectifs sont raisonnables, et les conclusions auxquelles est arrivée la direction dans le rapport sur le développement durable ci-joint sont présentées fidèlement.

Melanie + Truche.

*Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 24 avril 1996*

Rapport financier

Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut international du développement durable au 31 mars 1996 et les états des résultats et de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Institut au 31 mars 1996 ainsi que les résultats de ses activités et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Melanie + Touche

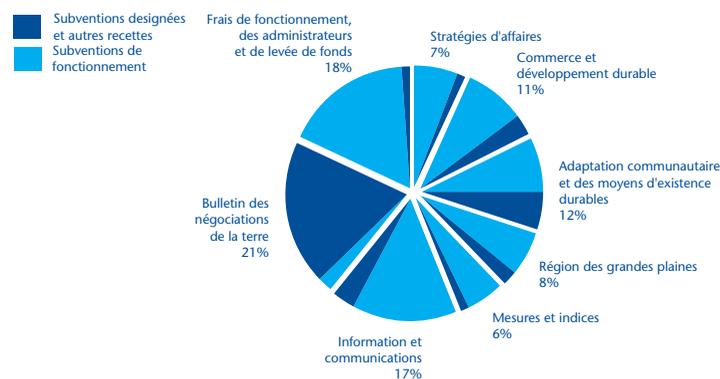
Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 25 avril 1996

Bilan

	31 mars	
	1996	1995
Actif		(redressé)
À court terme		
Encaisse	700 685 \$	237 632 \$
Débiteurs	2 131 106	1 202 746
Titres négociables	6 219 533	4 954 774
Intérêts courus	111 032	96 420
Frais payés d'avance et dépôts	115 699	72 570
	9 278 055	6 564 142
Immobilisations (note 4)	455 231	476 340
	9 733 286 \$	7 040 482 \$
Passif et actifs nets		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	346 373 \$	409 176 \$
Produits reçus d'avance	2 433 130	284 390
	2 779 503	693 566
Actifs nets		
Actifs nets investis en immobilisations	455 231	476 340
Réserve pour développement de programmes	4 251 783	4 251 783
Réserve pour développement à long terme	1 871 250	1 618 793
Actifs de fonctionnement nets non affectés	375 519	-
	6 953 783	6 346 916
	9 733 286 \$	7 040 482 \$

1995-1996 Total des recettes et des dépenses par programme

Total : 4 687 446 \$



État des résultats et de l'évolution des actifs nets

de l'exercice terminé le 31 mars

	1996	1995
Produits		(redressé)
Subventions de fonctionnement (notes 3 et 2 a) i)	3 295 000 \$	4 653 632 \$
Subventions affectées à des fins particulières (note 2 a) ii)	1 502 143	1 550 896
Intérêts	406 008	321 647
Autres produits (note 3)	91 162	96 804
	5 294 313	6 622 979
Charges (annexe 1)		
Programmes		
Stratégies d'affaires	317 413	-
Commerce et développement durable	532 895	847 568
Adaptation communautaire et des moyens d'existence durables	566 730	764 583
Région des grandes plaines	381 581	-
Mesures et indices	269 891	-
Information et communications	779 624	763 719
Bulletin des négociations de la terre	982 825	899 801
Entreprises et gouvernements	-	1 336 244
	3 830 959	4 611 915
Fonctionnement	605 623	643 879
Campagne de financement	117 201	16 066
Conseil d'administration	133 663	216 583
Total des charges	4 687 446	5 488 443
Excédent des produits sur les charges	606 867	1 134 536
Montants prélevés sur les (affectés aux) actifs nets		
Réserve pour développement à long terme	117 201	-
Actifs nets investis en immobilisations	21 109	51,998
Réserve pour développement à long terme	(369 658)	(780 708)
Réserve pour développement de programmes	-	(405 826)
Augmentation des actifs de fonctionnement nets	375 519	-
Solde au début	-	-
Actifs de fonctionnement nets, à la fin	375 519 \$	- \$

Notes complémentaires 31 mars 1996

1. Constitution, mandat et situation fiscale

L'Institut international du développement durable (IIDDD) a été constitué en société sans capital-actions le 15 mars 1990 en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a commencé ses activités peu après à partir de son siège social de Winnipeg, au Manitoba, Canada.

L'Institut est un organisme de charité enregistré au Canada. De plus, il est exempté des impôts sur le revenu aux États-Unis en vertu de l'alinéa 501(c)(3) du Internal Revenue Code.

Les objectifs de l'Institut sont de promouvoir un développement économique durable sur le plan environnemental et l'intégration des principes et pratiques du développement durable au sein des secteurs public, privé et bénévole, et entre ces secteurs, à l'échelle nationale et internationale.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

a) Comptabilisation des produits

i) Produits tirés des subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement sont accordées à condition qu'elles soient dépensées en respectant le mandat de l'Institut. Les produits tirés des subventions du gouvernement du Canada sont comptabilisés annuellement selon un montant équivalent à un cinquième du total des engagements en vue du financement pendant la période allant du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 2000. Les produits tirés des subventions de la province du Manitoba sont comptabilisés selon un montant équivalent au moins d'un tiers du financement de toutes les autres

... suite à la page 18

2. Principales conventions comptables (suite)

sources et des montants annuels prévus dans les accords de financement. Les montants supplémentaires reçus en vertu des accords de subvention en vigueur sont comptabilisés à titre de produits reçus d'avance.

ii) Produits tirés de subventions affectées à des fins particulières

Les subventions affectées à des fins particulières doivent être dépensées en respectant la volonté du donateur. Les produits tirés des subventions affectées aux activités courantes sont comptabilisés lorsque les dépenses connexes sont engagées. Les produits tirés des subventions affectées aux activités de développement de programmes ou de développement à long terme sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel la subvention est attribuée.

b) Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement, fondé sur le coût moins la valeur résiduelle sur la durée de vie utile de l'immobilisation, est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées et les taux suivants :

Matériel	10 ans, valeur résiduelle de 5 %
Tenures à bail	Durée initiale plus un renouvellement
Systèmes informatiques	3 ans, sans valeur résiduelle

c) Coûts de production des publications

Les coûts de production des publications sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel les publications sont imprimées.

d) Modification des conventions comptables

L'IIDD a adopté les recommandations, publiées en mars 1996, de l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard des organismes sans but lucratif entraînant la comptabilisation d'immobilisations ainsi que d'une catégorie connexe d'actifs nets investis en immobilisations pour une somme de 455 231 \$. En outre, par suite de ces recommandations, l'IIDD a constitué une réserve pour le développement de
... suite à la page 19

État des flux de trésorerie

	de l'exercice terminé le 31 mars	
	1996	1995
Activités de fonctionnement		(redressé)
Subventions de fonctionnement		
Gouvernement du Canada		
Environnement Canada	2 300 000 \$	2 375 000 \$
Agence canadienne de développement international	1 000 000	1 000 000
Gouvernement du Manitoba	1 375 000	1 328 000
	4 675 000	4 703 000
Subventions affectées à des fins particulières		
Gouvernement du Canada	797 547	388 695
Gouvernements provinciaux	55 000	459 000
Gouvernements d'autres pays	698 411	386 039
Agences des Nations Unies	430 635	247 988
Fondations philanthropiques	160 886	180 094
Secteur privé et autres	121 476	44 470
	2 263 955	1 706 286
Autres produits		
Vente de publications	31 207	36 804
Locations d'installations	19 132	-
Recouvrement des coûts	47 751	60 000
	98 090	96 804
	7 037 045	6 506 090
Intérêts reçus aux fins du fonctionnement	36 350	-
Encaisse affectée aux activités de fonctionnement	(5 555 344)	(6 362 909)
Rentrées de fonds nettes – activités de fonctionnement	1 518 051	143 181
Activités d'investissement		
Intérêts reçus pour le développement à long terme	355 046	252 489
Achat d'immobilisations	(145 285)	(116 262)
Rentrées de fonds nettes – activités d'investissement	209 761	136 227
Augmentation nette de l'encaisse et des titres négociables	1 727 812	279 408
Encaisse et titres négociables au début	5 192 406	4 912 998
Encaisse et titres négociables à la fin	6 920 218 \$	5 192 406 \$
Composition :		
Encaisse	700 685 \$	237,632 \$
Titres négociables	6 219 533	4 954 774
	6 920 218 \$	5 192 406 \$

Notes complémentaires — 31 mars 1996

2. Principales conventions comptables (suite)

programmes dans laquelle ont été transférés les soldes non dépensés accumulés des subventions non affectées à des fins particulières reçues auparavant pour un montant totalisant 4 251 783 \$. Ces modifications ont été appliquées de façon rétroactive et sont reflétées dans les chiffres correspondants de 1995.

3. Accords de financement

L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international) et le gouvernement du Manitoba. Les accords conclus avec le gouvernement du Canada procurent à l'IIDD des subventions de fonctionnement pour une période de cinq ans allant du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 2000. L'accord conclu avec le gouvernement du Manitoba procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement pour une période de six ans allant du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 2001.

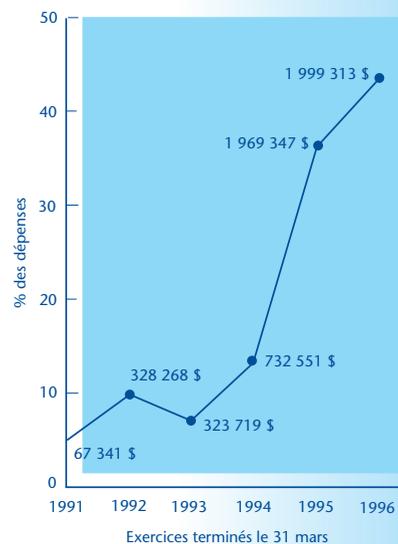
Le financement se résume comme suit :

	(en milliers de dollars)		
	Subventions à verser	Subventions reçues 1996	Subventions à recevoir
Gouvernement du Canada			
Environnement Canada	4 600 \$	2 300 \$	2 300 \$
Agence canadienne de développement international	5 000	1 000	4 000
Gouvernement du Manitoba	6 875	1 375	5 500
	16 475 \$	4 675	11 800 \$
Produits tirés de subventions de fonctionnement (note 2 a) i)		3 295	
Solde ajouté aux produits reçus d'avance		1 380 \$	

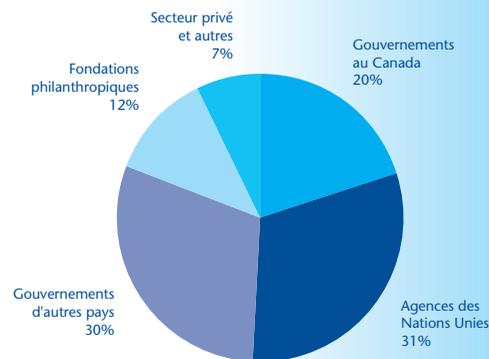
Outre ses subventions de fonctionnement, L'IIDD tire des produits des subventions affectées à des fins particulières, de la vente de publications et du recouvrement des coûts liés à des programmes précis. Les autres produits comprennent ce qui suit :

Programmes	(en milliers de dollars)		
	Vente et recouvrement des coûts	Subventions affectées à des fins particulières	Total
Stratégies d'affaires	25 \$	30 \$	55 \$
Commerce et développement durable	10	137	147
Adaptation communautaire et des moyens d'existence durables	4	226	230
Région des grandes plaines	3	96	99
Mesures et indices	4	9	13
Information et communications	4	114	118
Bulletin des négociations de la terre	4	890	894
Fonctionnement	37	-	37
	91 \$	1 502 \$	1 593 \$

1995-1996 Subventions désignées et autres revenus comme % des dépenses



1995-1996 Recettes des subventions désignées par donateur



Total: 1 502 143 \$

4. Dépenses en immobilisations et amortissement

Le tableau qui suit résume les catégories d'immobilisations et des composantes d'actifs nets investis en immobilisations :

Catégorie	1996			1995
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Matériel	541 838 \$	245 727 \$	296 111 \$	338 762 \$
Tenures à bail	82 309	49 385	32 924	42 801
Systèmes informatiques	456 153	329 957	126 196	94 777
	1 080 300 \$	625 069 \$	455 231 \$	476 340 \$

5. Engagements

L'IIDD est tenu d'effectuer des versements en vertu de divers contrats de location qui viennent à échéance jusqu'au 31 mars 2001, comme suit :

	1997	57 350 \$
	1998	58 751
	1999	58 751
	2000	58 031
	2001	58 031

Annexe 1 31 mars 1996

Le tableau suivant présente un résumé des charges engagées dans le cadre des divers programmes de l'IIDD :

	(en milliers de dollars)										Total 1995 (redressé)	
	Stratégies d'affaires	Commerce et développement durable	Adaptation communautaire et des moyens d'existence durables	Région des grandes plaines	Mesures et indices	Information et communications	Bulletin des négociations de la terre	Fonctionnement	Campagne de financement	Conseil d'administration		Total 1996
Personnel	242 \$	289 \$	259 \$	236 \$	179 \$	449 \$	185 \$	398 \$	69 \$	- \$	2 306 \$	2 270 \$
Déplacements	16	54	33	19	24	39	369	13	16	-	583	463
Publications	2	16	38	5	7	13	82	-	26	-	189	631
Consultation	(1)	61	114	64	-	37	254	2	4	-	535	485
Réunions	7	21	18	2	3	-	2	-	1	-	54	469
Loyer	22	40	49	24	24	41	32	29	-	-	261	351
Fournitures et autre matériel	13	20	21	14	11	20	17	55	1	-	172	170
Télécommunications	7	16	15	8	12	16	22	22	-	-	118	140
Matériaux de recherche	-	-	-	-	-	52	-	-	-	-	52	42
Amortissement d'immobilisation (note 5)	6	10	13	6	6	106	20	21	-	-	188	167
Projets spéciaux	3	6	7	4	4	6	-	65	-	-	95	83
Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	134	134	217
	317 \$	533 \$	567 \$	382 \$	270 \$	779 \$	983 \$	605 \$	117 \$	134 \$	4 687 \$	5 488 \$

DONATEURS

L'IIDD tient à exprimer sa plus vive gratitude aux organismes suivants qui ont collaboré à son travail au cours de l'année écoulée.

ACCT (Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones)	Ministère de la Défense nationale du Canada
Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent	Ministère de la Voirie et du Transport du Manitoba
Administration du rétablissement agricole des Prairies	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
Affaires indiennes et du Nord Canada	Ministère de l'Environnement de la Norvège
Agence canadienne de développement international	Ministère de l'Environnement de la Suède
Agriculture et Agro-alimentaire Canada	Ministère des Forêts de la Colombie-Britannique
Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers	Ministère des Transports de l'Ontario
Association des armateurs canadiens	Ministère des Transports du Québec
Association des producteurs de maïs de l'Ontario	Ministère fédéral de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU), Allemagne
Banque mondiale	Ministère royal des Affaires étrangères de Norvège
CANARIE Inc.	Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark
CCME – Le conseil canadien des ministres de l'environnement	Mission permanente de l'Islande
Centre de recherches pour le développement international	Organisation de coopération et de développement économiques
Centre des Nations Unies pour les établissements humains	Overseas Development Administration (R.-U.)
Chambre de commerce de Winnipeg	Pew Charitable Trusts
Commission du Port de Thunder Bay	Port de Trois-Rivières
Commission européenne	Programme des Nations Unies pour le développement
Commission ontarienne de commercialisation du blé	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement	Quartier-général de la Défense nationale
Développement des ressources humaines Canada	Ressources naturelles Canada
Direction de la gestion de la nature de Norvège	Secrétariat de l'Habitat II
Environnement Canada	Secrétariat du changement climatique
Fondation Ford	Secrétariat provisoire de la Convention-cadre sur le changement climatique
Fonds des Nations Unies pour la population	Société du Port de Montréal/Bunge du Canada/Société du Port de Québec
Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)	The John D. & Catherine T. MacArthur Foundation
Gouvernement de Suisse – Division des affaires internationales	UNIFEM – Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
Gouvernement du Manitoba	Union mondiale pour la nature – UICN
Lakehead Port Council	US Agency for International Development
Lakehead Terminal Elevators' Association	Ville de Thunder Bay
Les Élévateurs de Trois-Rivières	Vracquiers de la Voie maritime du Saint-Laurent
Ministère de la Coopération en développement des Pays-Bas	